aux entreprises d'étendre leurs tentacules à qui mieux mieux et de conserver la maîtrise des ressources du pays.

Une voix: Ils mènent les conservateurs par le bout du nez.

M. Barrett: C'est sûr qu'ils mènent les conservateurs. J'en viens à ça, monsieur le député. Je suis content que vous en ayez parlé, car il ne s'agit pas d'une simple hypothèse. Permettez-moi de vous lire quelque chose sur la façon dont ils dominent les conservateurs. Voici une liste de gens qui font des dons au Parti conservateur. Ils en ont pour leur argent. Le gouvernement actuel confirme le vieil adage que le Canada possède les meilleurs politiques que l'on puisse acheter.

Voyons cette liste de donateurs. La Banque de Montréal, 40 000$ aux conservateurs; la Banque Nationale du Canada, 47 000$ aux conservateurs; Bombardier, 27 300$; Brascan, 22 000$; Burns Fry, 64 000$; la société Campeau, 17 000$.

Une voix: C'est une bande de profiteurs.

M. Barrett: Évidemment que c'est une bande de profiteurs. La liste ne révèle pas les montants versés dans les poches des candidats au niveau local. Les conservateurs éprouvent-ils quelque remords d'accepter l'argent de ceux qui sont ainsi protégés? D'aucune façon, car ceux-ci sont très bien servis.

C'est un gouvernement favorable aux grandes sociétés, qui trouve des moyens de remercier celles-ci pour leurs dons à sa campagne électorale.

Une voix: Exactement.

M¨Barrett: Examinon cette liste de sociétés donatrices et le montant de leurs dons. Ce sont des sociétés rentables qui ne payent pas d'impôts. Je ne veux pas troubler mes collègues en lisant cette liste et je ne veux pas entendre le gouvernement verser des larmes de crocodile lorsqu'il se rendra compte des victimes de sa politique. Le Parti libéral ne vaut guère mieux. Ce qui le dérange, c'est qu'il n'a pas les mêmes avantages maintenant qu'il est dans l'opposition. Quand il était au pouvoir, c'était lui qui avait l'argent et qui servait le même maître. La seule différence entre le Parti conservateur et le Parti libéral, c'est qu'un détien le pouvoir et l'autre pas. C'est tout.

En 1986, la compagnie Alcan Aluminium a fait des profits de 220 millions et obtenu un crédit d'impôt de 32 millions. Elle n'a pas versé un cent d'impôt. Brascan a réalisé des bénéfices de 187 millions et eu droit à un crédit d'impôt de 2,3 millions. Hees International, dont les profits totalisaient 170 millions, n'a payé aucun impôt. Quant à Power Financial Corporation, ses bénéfices s'élevaient à 132 millions et son crédit d'impôt, à 1 million de dollars. Parmi les sociétés qui n'ont pas payé d'impôts, mentionnons Wardair, avec des profits de 70 millions, PWA, avec des bénéfices de 39 millions, Repap Enterprises, dont les profits totalisaient 34 millions, Union Carbide Canada, qui a réalisé des bénéfices de 28 millions, et Vermillion, avec 51 millions de dollars de profits. Cadillac Fairview a touché des bénéfices de 37 millions et obtenu un crédit d'impôt de 12 millions. Les profits de la Compagnie de la Baie d'Hudson s'élevaient à 50 millions et son crédit d'impôt, à 15 millions. La liste est très longue. On y trouve des pages et des pages d'exemples de sociétés qui ont trouvé des moyens détournés de ne pas payer d'impôts. Pas un employé de la société INCO n'est mentionné sur cette liste.

Je n'ai pas trouvé un seul travailleur de McMillan Bloedel sur cette liste, pas un seul gardien de sécurité rémunéré comme fonctionnaire, pas une seule mère au travail avec trois ou quatre enfants à charge. Il ne s'agit que d'un cercle fermé du monde des finances qui a le gouvernement à son service pour défendre ses intérêts et seulement ses intérêts.

Pour justifier l'hypocrisie de la position du gouvernement, le ministre a allégué que les choses avaient changé, que, pendant la campagne électorale, les conservateurs ne savaient pas où en étaient les choses. Il vient à la défense du gouvernement et, de sa voix sénatoriale, demande à la Chambre: «Que feriez-vous dans ce cas? Que feriez-vous? Nous avons un très grave problème, que feriez-vous à notre place?» Est-ce là toute la défense du gouvernement?

Bien sûr, il se tournerait vers le parti libéral pour demander: «Que feriez-vous à notre place?» Ce serait exactement la même chose.

Des voix: Sottises.

M. Barrett: Je vous dis maintenant ce qu'à mon avis, il a fait auparavant. La politique fiscale a été héritée du Parti libéral qui était au service des mêmes entreprises, des mêmes conseils d'administration, du même petit